À la recherche du syndicalisme révolutionnaire

Le syndicalisme révolutionnaire ne peut s'expliquer que comme une réaction violente contre l'utopie socialiste (de laquelle le marxisme s'est finalement montré incapable de se séparer, malgré ses prétentions); contre le blanquisme, révolte d'intellectuels aspirant à s'emparer de l'État; contre la démocratie bourgeoise; enfin contre sa morale hypocritement doucereuse et son insondable corruption. Bref, cotre la société bourgeoise tout entière, laquelle est fondée essentiellement sur la double hégémonie du négrier et de l'intellectuel.

Dans les dernières années du dix-neuvième siècle, la France bourgeoise se débat au sein d'une succession de crises qui la secouent rudement: crise du boulangime (1889); scandale de Panama qui voit s'étaler la monstrueuse vénalité des parlementaires opportunistes; affaire Dreyfus, enfin, que les contemporains se représentent volontiers comme un conflit grandiose entre la monarchie et la république, mais que le recul du temps fera apparaître plus modestement comme la tentative ultime et sans espoir de la caste cléricalomilitariste de disputer le pouvoir à la finance judéoprotestante, la victoire ne pouvant échapper à cette dernière en raison des moyens puissants dont elle dispose pour agir sur l'opinion du pays.

Le marxisme, que Guesde et Lafargue ont introduit en France, est en pleine décomposition, affaibli par la déviation blanquiste dont Marx, aux dires de Bernstein, a lui-même professé quelques-unes des plus grossières erreurs. L'unité socialiste voit s'estomper l'influence de Guesde et s'affirmer, en même temps, la prépondérance des opportunistes Jaurès, Sembat. etc. Millerand, qui courait après un ministère, est bien parti, néanmoins: c'est sa politique qui

l'emportera de plus en plus, malgré les apparences.

L'écrasement de la Commune, cependant, n'a procuré à la bourgeoisie qu'une victoire passagère. Les ouvriers, dès 1875, reconstituent des syndicats. Au congrès de Lyon (1878), un délégué se prononce avec éloquence contre la représentation ouvrière au Parlement. Les rencontres suivantes voient s'affirmer avec de plus en plus de force cette tendance et se creuser le fossé entre syndicalistes et socialistes. Un mouvement est en train de naître, qui se dressera bientôt avec vigueur et entrain comme négation violente de la bourgeoisie, de sa démocratie immorale et de ses socialistes impuissants.

Action directe et violence prolétarienne

Au socialisme théorique et utopique il oppose un pragmatisme foncier qui le fait, ainsi que la bourgeoisie conquérante elle-même, se jeter indistinctement «sur tous les débouchés qui s'offrent à lui» (G. Sorel); à la morale d'une classe dirigeante déjà repue, fatiquée et gagnée par le désir de jouir en paix, il répond par des coups; à toutes les tentatives du pouvoir pour séduire, éblouir et corrompre les militants, il répond par l'action directe, le sabotage, la grève; aux anciens mythes religieux et à l'universalisme tant chrétien que démocratique vont, maintenant, s'opposer les mythes puissants de la grève générale et de la révolution prolétarienne et un nouveau particularisme; le syndicalisme révolutionnaire, barbare briseur d'idoles, se cyniquement de l'homme abstrait de la civilisation chistianobourgeoise (que celle-ci réduit à n'être rien d'autre qu'une «âme» gratifiée d'un «bulletin de vote»); il ne veut connaître que le prolétaire en lutte pour son émancipation. Par-delà la Commune et l'Internationale, il rejoint le Proudhon antiintellectualiste de «La guerre et la paix» ce chant à la gloire de la force et de l'héroïsme, et de «La justice dans la Révolution et dans l'Église», considérée comme philosophie du travail manuel; le Proudhon qui affirme que «toute pensée vient de l'action et doit retourner à l'action»... C'est à celui-ci qu'il doit sa morale virile et son anti-étatisme intransigeant, tandis que Pelloutier lui donnera ses cadres et son organisation définitive. Le suffrage de la masse est le mode d'expression normal de la démocratie. Mais la masse, du vote de laquelle on prétend faire surgir la raison politique, se compose avant tout d'individus médiocres, aux vues étroites et aux appétits vulgaires, que les élus de la démocratie ont intérêt à ménager ou à exploiter, et l'expérience démontre aisément que ces élus ne font rien pour moraliser ni instruire le peuple; rien ne les distingue moralement du plus médiocre de leurs électeurs, et le suffrage universel aboutit à la corruption universelle. Le syndicalisme révolutionnaire dénie toute valeur morale à la démocratie; son organisation est toute fédéraliste. Par le fédéralisme, la direction de l'action reste aux mains des minorités agissantes, c'est-àdire d'une sélection de militants formés au cours d'un dur et périlleux combat. Avec lui, les petits syndicats, groupant presque uniquement les hommes d'action sont favorisés au détriment des gros syndicats qui attirent la masse par tous les moyens et que leurs grosses cotisations, leur mutualisme vulgaire et leur budget copieux inclinent vers l'inaction bureaucratique.

Le syndicalisme révolutionnaire apparaît bien comme une création unique, un phénomène inattendu, un bouleversement de toutes les valeurs dans une France qui passe pour être le champion de la démocratie dans le monde. Contradiction tout apparente pourtant. La démocratie politique est l'œuvre de la bourgeoisie. Mais les conditions de la production capitaliste ont provoqué la formation d'une classe nouvelle, le prolétariat, lequel s'est recruté principalement dans la paysannerie et l'artisanat expropriés par la bourgeoisie. Or, si les classes populaires ont pris une part active à la révolution de 89, elles n'y ont vu que le moyen de briser les

anciennes servitudes et de saisir la propriété. Née dans les salons littéraires et aristocratiques, la démocratie est restée foncièrement étrangère au peuple. Si paradoxal que cela paraisse, le peuple français n'a pas de tradition démocratique. Et alors il devient clair que si une classe populaire, le prolétariat, se donne une organisation autonome et renonce au secours des intellectuels bourgeois et des politiciens de la démocratie, la base de l'organisation prolétarienne sera tout autre chose que la démocratie: comme le prolétariat s'oppose à la bourgeoisie le fédéralisme prolétarien va se dresser comme la négation violente et absolue de la démocratie bourgeoise. Ce fait capital va peser lourdement sur la vie de la France et de l'Europe entière et sans lui, il est difficile de fournir une explication satisfaisante aux bouleversements politiques, sociaux, et même militaires, qui suivront l'explosion du syndicalisme révolutionnaire.

(à suivre).